

Quelle politique commerciale pour une transition écologique ?

Mathieu Dufour

Université du Québec en Outaouais

Centre d'étude sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)

29 janvier 2021

Université du Québec à Montréal

Objectif général

- Avoir une discussion sur des notions de système économique, d'écologie et de mondialisation et voir s'il est possible d'élaborer une politique commerciale qui permette une transition systémique et écologique.

Point de départ

- Trump et compagnie ; on questionne la mondialisation par la droite.
 - Renégociations de l'ALÉNA, sortie des États-Unis du PTP...
 - Révélateur, malgré toutes les contradictions, d'une certaine désaffection face au projet mondialisation libérale.
 - Sa réactivation est-elle la meilleure orientation à prendre ?

Point de départ bis



Source: <https://www.amazon.com/Royal-Dansk-Danish-Butter-Cookies/dp/B00XM5KSV6>

Point de départ...

- Boutade d'Herman Daly sur les biscuits danois: Au lieu d'envoyer les boîtes, ne pourrait-on pas simplement envoyer la recette ?
- Et... non, en fait, tout le système est structuré pour qu'on envoie les boîtes.
 - Droits de propriété intellectuelle
 - Impératif de profit
 - Etc.

Nature systémique I

- Valeur qui prend de l'expansion par elle-même.
 - Dépossession, pompage, puis réinvestissement.
 - Les industries sont toujours en train d'essayer de faire plus et faire différent.
- Système de production avant d'être un système d'échange / de marché, même si la production est évidemment pour la vente.
 - Pas juste une question d'échange ou d'allocation de ressource en fonction de la rareté.
- Monnaie endogène, qui permet une expansion du crédit sur demande.
- Système décentralisé et « anarchie de la production ».
- Impératif de profitabilité.
- Externalités problème généralisé.

Nature systémique II

- Marchés et optimisation : s'agit-il d'avoir le juste prix pour avoir l'allocation optimale de ressources ?
- Hypothèses comportementales sur la maximisation discutables.
- Mais surtout, sur l'horizon de la planification.
 - Les gens n'agissent pas pour la huitième génération.
 - Et la rareté relative est très immédiate.

Nature systémique III

- Contrats incomplets et relations de pouvoir ;
- Résilience et adaptabilité
 - Développement de structures de contrôle de la production (et des différents moments du circuit du capital) qui varient dans le temps, mais qui en tout cas constitue un système de planification.

Capitalisme en une image



Source: <https://blogs.jwatch.org/hiv-id-observations/index.php/must-read-piece-fever-of-too-many-origins/2013/01/21/>

Ce que ça donne

- Sorte de whack-a-mole. Dès qu'on bouche un trou, d'autres activités industrielles naissent.
- Dépendance à la croissance.
 - Dépendance systémique.
 - Mais aussi dépendance politique.
 - Pour la stabilité du truc et le fonctionnement de bien des programmes.
- Transcendance de système ?
 - Petit projet de fin de semaine...
- Mais bon, comme première étape, on peut aussi aligner la politique commerciale avec la transition écologique.
- Importance de considérer en même temps objectifs et chemin pour y arriver.

Mondialisation et commerce

- Une bonne partie de la théorie est basée sur les avantages comparatifs de différents pays qui échangent des marchandises finies.
 - Sauf qu'en pratique...
 - Ce sont des entreprises (concurrence sur coût unitaire) et individus qui échangent, pas des pays.
 - Il n'y a pas de mécanisme automatique (e.g. taux de change) pour ajuster en fonction des avantages comparatifs.
 - On a des chaînes de valeur planétaires.
 - Et de grandes économies d'échelles (donc un sous-ensemble peut produire pour tous)
- Si on lâche l'analyse par pays on a une réalité d'avantage absolu.
 - Si une entreprise étrangère peut prendre une part de marché, elle le fera.
 - Pas de générations spontanée de concurrents domestiques.

Mondialisation et commerce II

- Puisque c'est l'avantage absolu qui domine, le commerce poussera à la spécialisation, mais d'une manière exacerbant les disparités de départ
 - E.g. Pays dans le sud qui se spécialiseront dans la production de produits de base ou des manufactures à faible intensité technologique.
 - Disparités augmenteront à l'intérieur des pays également.
- Comme ce ne sont pas les pays qui échangent, et si on prend en compte les flux de capitaux, ce qu'un régime libéralisé entraînera c'est une allocation globale de la production par le capital travers une segmentation des chaînes de valeur et une concentration du capital.
 - E.g. Boeing et Airbus peuvent faire des avions pour le monde entier, ou plutôt planifier la production d'avion pour le monde entier.

Mondialisation et commerce III

- Chaînes de valeur segmentées
 - Mets les travailleurs en compétition les uns avec les autres à l'échelle du globe
 - Mobilité du capital peut être utilisée comme menace dans les négos
- Transport qui n'en finit plus
- Circuits s'allongent
- Financiarisation et augmentation de la mobilité du capital
 - Renforcement des réflexes court-termistes
- Émancipation du capital par rapport aux états ?
 - Pas clair.
- Efficace ? Peut-être, mais certainement pas efficient.

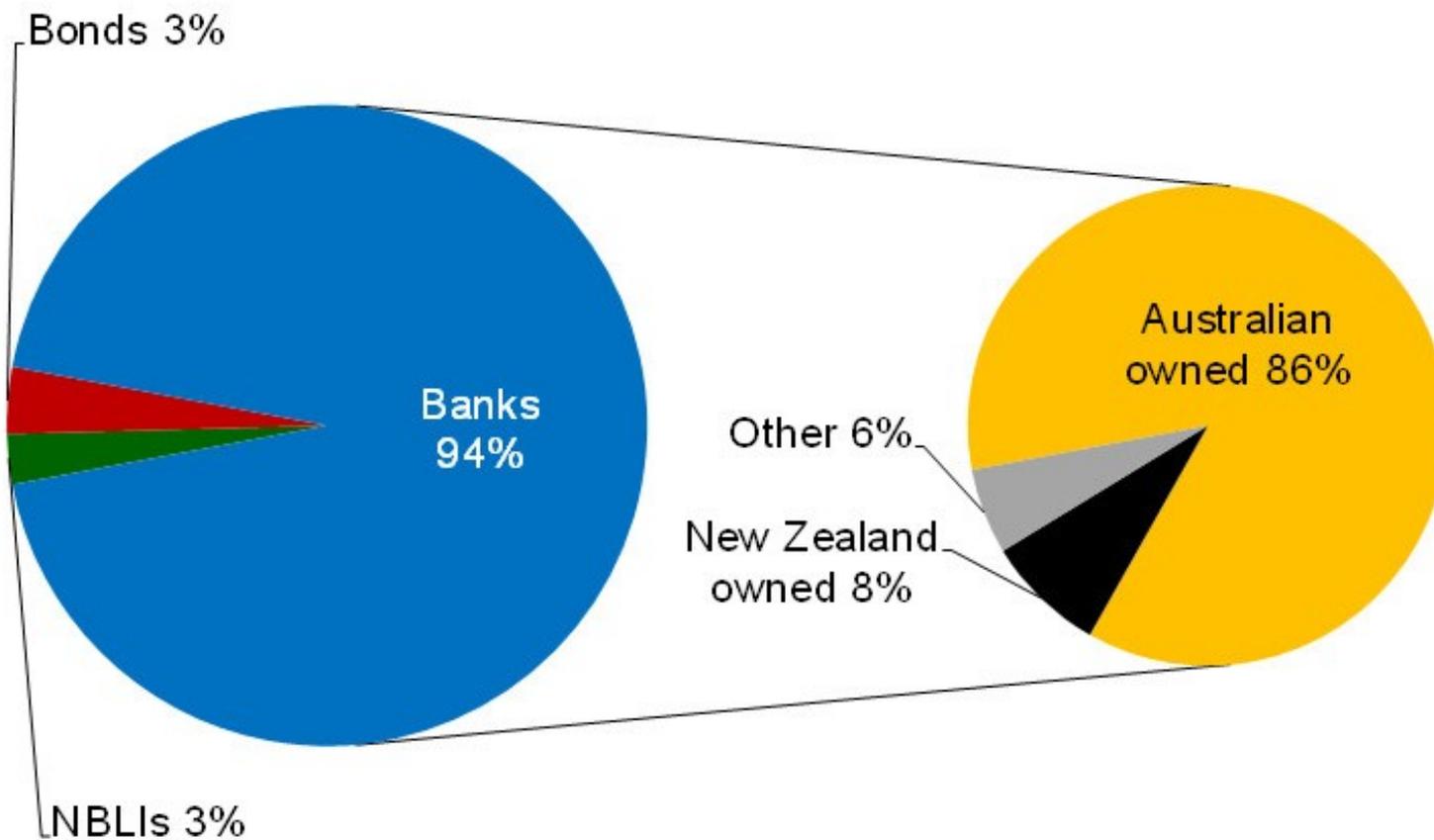
Commerce comme vecteur de dépendance

- Dépendance pour la consommation.
 - Met des doutes sur la résilience.
- Dépendance pour le modèle économique extractiviste
 - Donc on se retrouve avec des populations au Canada qui réclament à grands cris le droit de pomper le plus de pétrole possible.
- Dépendance pour le niveau de vie.
- Dépendance politique.
 - Donc on est obligé de faire les quatre volontés de nos partenaires commerciaux.
 - Canada-US ; Aotearoa NZ - Australie

Aotearoa NZ I

- Programme majeur de libéralisation dans la seconde moitié des années 1980 (commerce un peu avant fin 1970 - début 1980)
 - Suit des décennies de concertation Keynésienne
- Jane Kelsey (1993)
 - Étant donné la structure de l'économie, prédit que ANZ sera seulement concurrentielle dans les produits agricoles, quelques produits de niche, les services et le tourisme
 - En 2017: <https://oec.world/en/profile/country/nzl/>
 - Indice de menaces de relocalisation utilisées contre les travailleurs
- Closer Economic Relations avec l'Australie (1983)
 - ANZ est le partenaire « junior »
 - La finance australienne prend le contrôle du secteur bancaire en ANZ

Distribution du crédit bancaire en ANZ

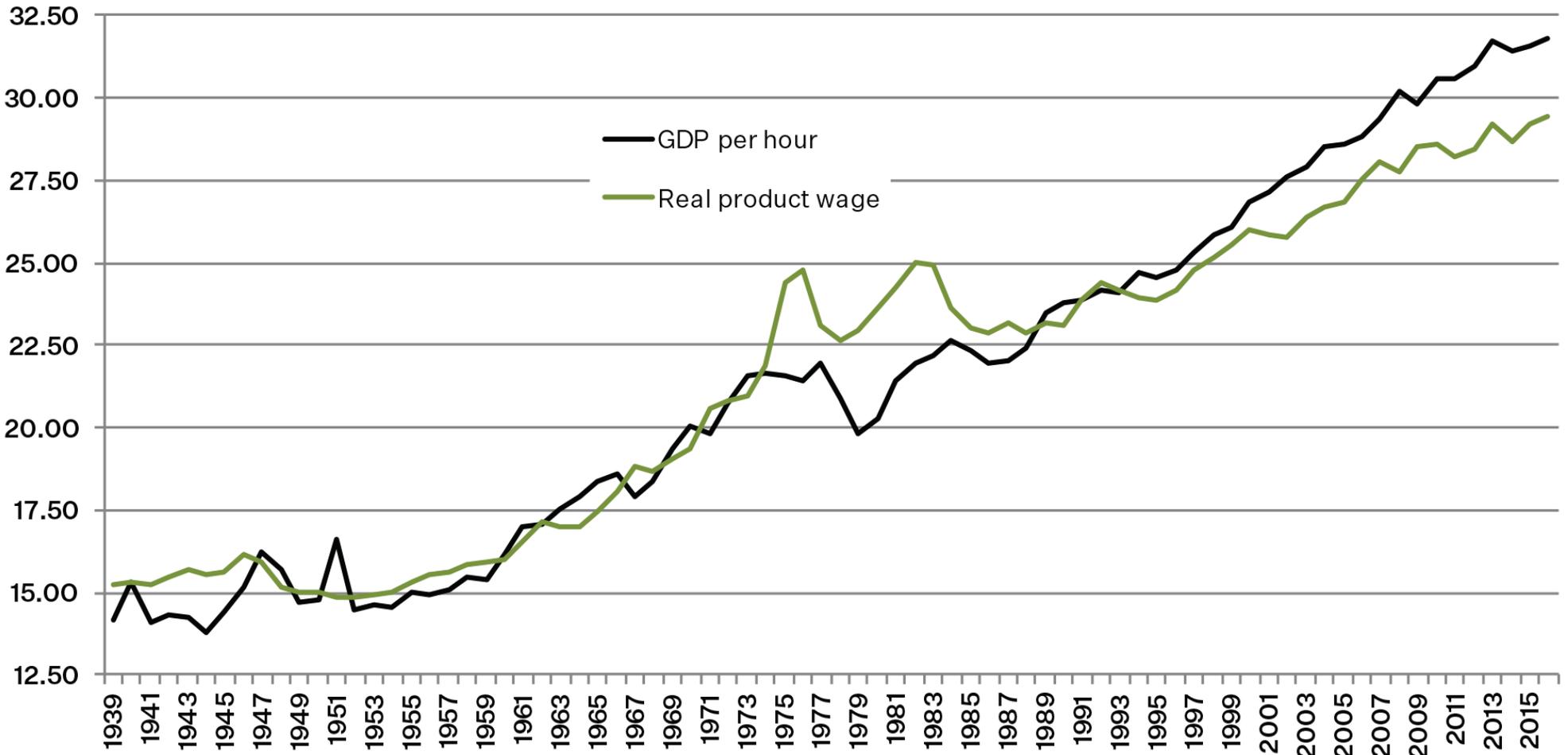


Source: <https://www.rbnz.govt.nz/financial-stability/overview-of-the-new-zealand-financial-system/the-banking-system>

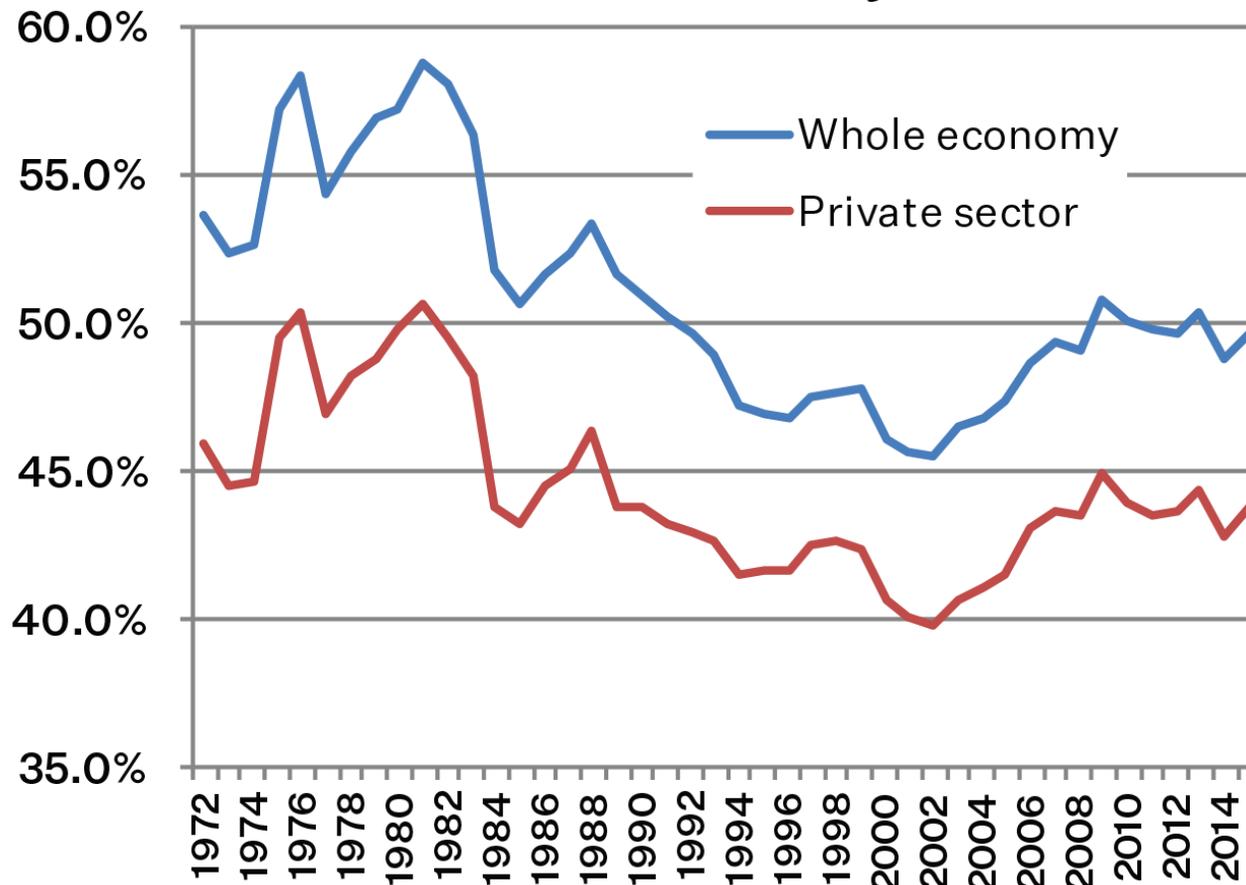
Aotearoa NZ II

- Rosenberg (2017)
 - Les travailleurs voient leur part du PIB diminuer
 - Les salaires commencent à prendre du retard sur la productivité
 - Les termes d'échange virevolte et la libéralisation soumet une plus grande part de l'économie à ces variations.

Real product average hourly wage compared to labour productivity (GDP per hour)

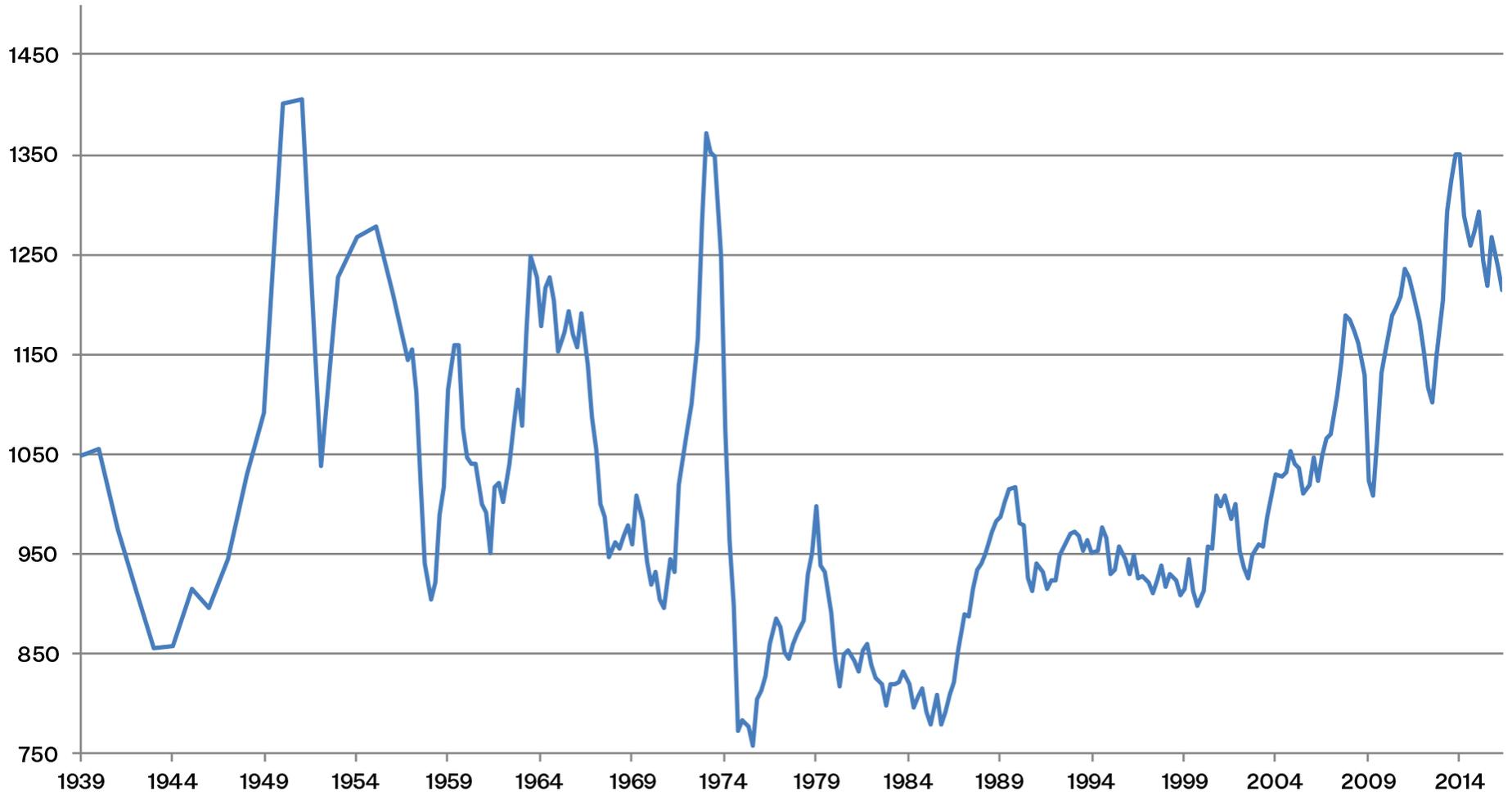


b. Labour income shares of GDP for privately owned market sector and for the whole economy



Terms of Trade

Annual until March 1957, then quarterly



Environnement et commerce I

- Pour l'OCDE, le monde entier peut devenir un circuit (économie circulaire)
 - Pour cela, on doit avoir des flux commerciaux libéralisés
 - Donc on envoie le recyclage dans une direction, la production dans une autre, suivant les avantages comparatifs.
 - On peut aussi échanger du neuf pour du vieux, envoyer des trucs se faire réparer, des sous-produits qui peuvent être utiles aux autres, etc.
 - Mais quelle que soit la forme du circuit, il faut résister aux sirènes du protectionnisme.

Environnement et commerce II

- Conscience tout de même que la capacité d'importer des produits usagés peut ralentir la transition à certains endroits
- Et que typiquement, le recyclage et les déchets vont là où les règles ne sont pas strictes (en l'occurrence l'avantage comparatif)
- Et comme les standards diffèrent à travers la chaîne de valeur, c'est difficile d'avoir des standards globaux.
- Au final, recommande surtout d'adopter des standards appropriés (marchandises dangereuses, quantité de matériaux recyclés, etc.) et d'étendre la responsabilité aux entreprises.
 - Mais peut être dur d'assurer le suivi si les marchandises font 8 fois le tour du monde...

Pour faire court...

- Semble improbable que le libre-échange puisse générer une économie circulaire à une échelle pertinente.
 - La production est organisée sur des bases sensiblement différentes (e.g. les prix de transfert pour l'évasion/évitemment fiscal)
 - Pressions à la baisse sur les standards et les salaires
- En fait, la patente de l'OCDE ressemble plus à une planif à l'échelle du globe qui ne tient pas compte du caractère décentralisé du système.
- On ne fait rien vis-à-vis des dépendances

Plan de la présentation

1. Motivation
2. Système économique
3. Globalisation et commerce
4. Interlude néo-Zélandais
5. Environnement et commerce
6. Horizon du possible

Alternative I

- Éviter le dumping environnemental
 - Kolcava et al.
 - Indices que la libéralisation du commerce augmente l'impact environnemental du commerce
 - Les clauses environnementales dans les accords n'ont aucune influence significatives
 - Bertram (2010)
 - ANZ est un havre de pollution sous certains angles
 - Possibilités d'une taxe carbone comme tarif (e.g. bourse du carbone, forcer achat d'un permis)
 - Taxe unilatérale doublée d'un ajustement à la frontière.
 - Sauf que les bourses du carbone sont fortement sujettes aux lobbys industriels (permis gratuits etc.)
 - Et de toute manière l'OMC limite la possibilité d'une mise en place d'un ajustement frontalier
 - Possibilité d'argument sur une base de santé publique ? (Article XX)
- Fait que même pour quelque chose de simple comme une taxe carbone, il faut possiblement sortir de l'OMC

Alternative II

- Essayer de diminuer la taille des circuits et minimiser les flux de ressource
 - Pollution : Devient plus concret si on ne peut pas la pelleter chez le voisin
 - Élargir les considérations pour inclure l'eau, la biodiversité...
- Souveraineté du consommateur (étiquetage/certification) ?
 - Très fatigant si tout le monde doit constamment aller chercher toute l'info
 - Tentation de resquillage est problématique
 - Enjeux de bio-pouvoir etc.
- Préférable de planifier les relations commerciales
 - Selon les capacités et les besoins
 - En changeant les conceptions de coût et valeur
 - Développer d'autres indicateurs que PIB et al.

Alternative III

- Double rôle de la politique commerciale:
 - Création d'un contexte favorable à l'émergence de bonnes pratiques;
 - Imbrication dans une politique industrielle plus large.
 - Protection de ces « bonnes pratiques » domestiques;
- Donc mise en place d'un interface de commerce international qui reflète la définition domestique des bonnes pratiques.
 - Notamment, prix relatifs établis en fonction des valeurs déterminées à l'interne dans les différents calculs éco-systémiques basés sur une comptabilité multidei.
- Quid de la transition ailleurs ?
 - Dépasse probablement les possibilités de la politique commerciale...
 - Mais on peut ajouter des chapitres, clauses, etc. liés à des normes.
 - Institutions internationales pour délibérer, etc.

Alternative IV

- Politique commerciale liée aux flux matériels et physiques
 - Incorporation du coût réel en termes d'utilisation de ressources (données existent)
 - Prévenir le pompage nord-sud
 - Mise en place d'une stratégie d'éco-substitution (quand c'est possible/raisonnable)
- Mise en place de barrières en fonction de pratiques étrangères
 - Environnement / travail
- Contrôle de capitaux
 - Empêcher les sorties faciles/rapides, e.g. suite à l'extraction de ressources
 - Bunkers sur l'île du sud en A-NZ...
 - Minimiser les effets délétères de la financiarisation
- Empêcher la spirale vers le bas (race to the bottom)

Alternative V

- Fantaisie de l'économie nationale
 - Évidemment, utile que l'économie soit aussi locale que possible
 - Mais peut-on se fier sur une bourgeoisie nationale pour la structurer ?
 - Destin parallèle du ANZ Inc. et du Québec Inc. (et de la Savoie Inc. ?)
 - Quand la libéralisation arrive, y en a qui grossissent et s'échappent, d'autres meurent...
 - Difficile de maintenir une économie de PME indéfiniment
 - Peut-on supposer que le capital domestique aura une préoccupation durable du développement d'une économie/société nationale forte
 - A plus forte raison dans un régime financiarisé de capital transmutable.
 - Étranger ou local, le capital reste ce qu'il est...
- Mais...

Alternative VI

- Un gouvernement a plus de chance d'avoir des leviers de négos face au capital domestique
 - Surtout s'il n'a nulle autre part ou aller
 - Donc peut-être une meilleure base pour la transition
- Levier financiers sont utiles
 - Système bancaire national est plus facilement orientable à l'interne
 - Coop de crédit sont un bon modèle
 - Sensibilité locale et nulle part ou aller
 - Fonds souverain pour canaliser du capital dans des gros projets ?
 - Complète indépendance de la politique monétaire (nécessaire, pas suffisant)
- Si on a des monnaies locales, il faut tout de même penser à la question de la convertibilité (projet doc de Louis-Maxime)

Alternative VII (option de sortie)

- On peut combiner ces éléments avec une planification [locale] démocratique
 - Viser des circuits courts
 - Changer les bases sur laquelle la valeur est établie
 - Démarchndisation de la nature [et des produits ?]
 - Avoir différents niveaux de planif, s'étendant graduellement du local au global.
 - Démocratie dans les sphères politiques et économiques.
- Il existe différents modèles
 - Adaman et Devine
 - Albert et Hanhel
 - JK Gibson-Graham
 - Etc. (voir annexe)

Fait que...

- C'est pas mal cela pour l'instant. Z'en pensez quoi ?
- « L'enjeu ce n'est pas la science, c'est la science sociale. »